

1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La BCE et la FED maintiennent le statu quo monétaire

Le 9 février 2012, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt demeureront inchangés, à respectivement 1,00 %, 1,75 % et 0,25 %.

Le président de la BCE observe que « les données d'enquêtes disponibles confirment les premiers signes de stabilisation de l'activité économique à un niveau bas en fin d'année, mais les perspectives économiques demeurent soumises à une incertitude élevée et à des risques à la baisse importants. Les tensions sous-jacentes sur les prix devraient rester limitées et les risques pesant sur l'évolution des prix à moyen terme demeurent équilibrés».

Critères pour l'éligibilité des nouvelles créances privées

Dans le cadre des mesures adoptées le 8 décembre 2011 (cf. lettre du mois de décembre 2011), le Conseil des gouverneurs a approuvé le dispositif présenté par la Banque de France concernant les critères pour l'éligibilité des créances privées admises en garantie des opérations de refinancement de l'Eurosystème.

Concernant les créances déjà éligibles :

- La qualité minimum de signature est portée de l'échelon 3 à l'échelon 4 de qualité du crédit dans l'échelle de notation harmonisée de l'Eurosystème, qui est associé à une probabilité de défaut à 1 an inférieure à 1 % ;
- Sont également acceptés lorsque l'ensemble des autres critères d'éligibilité est respecté :
 - des créances en dollars,
 - des crédits-export bénéficiant d'une garantie de la Coface.

Concernant de nouvelles catégories de créances :

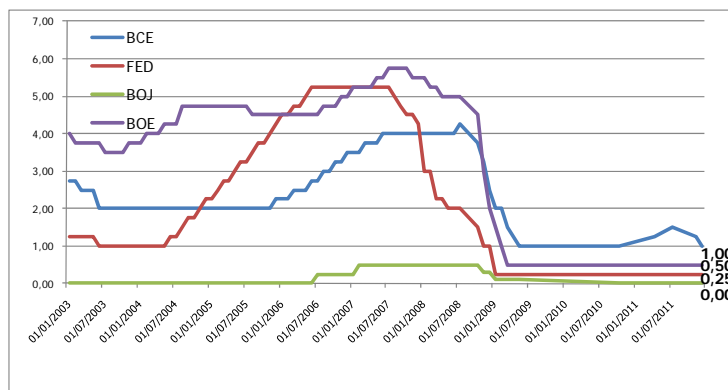
Les prêts immobiliers résidentiels aux particuliers sont éligibles sous réserve d'être assortis :

- d'une hypothèque ou d'un privilège de premier rang
- ou d'une garantie ou d'un cautionnement d'un établissement de crédit ou d'une entreprise d'assurance
- et s'ils respectent certains critères supplémentaires, notamment un contrat de prêt de droit français et une maturité résiduelle supérieure à un mois.

Ces nouvelles créances sont prises en compte avec une décote renforcée, dont l'ampleur est fonction de leurs caractéristiques.

La FED

Le Comité monétaire de la Fed a décidé le 25 janvier 2012 de maintenir son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 % jusqu'à la fin de l'année 2014 ainsi que la mise en place d'un objectif d'inflation de 2 %.



Chômage

Hausse du nombre de demandeurs d'emploi en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle Emploi s'établit à 2 874 500 fin décembre 2011, soit une hausse de 1 % sur un mois en données CVS-CJO (+ 29 700 personnes). Sur un an, il croît de 5,6 % (+ 3,8 % pour les hommes et + 7,5 % pour les femmes). Le nombre de demandeurs d'emploi de « 50 ans et plus » inscrits en catégorie A augmente de 16 %.

Stabilité du taux de chômage dans la zone euro sur un mois

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières est de 10,4 % en décembre 2011, stable par rapport à novembre. Il était de 10 % en décembre 2010. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne atteint 9,9 % en décembre 2011. Il était de 9,5 % en décembre 2010.

Inflation

Hausse des prix en France

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France augmente de 0,4 % sur un mois en décembre 2011 ; sur un an, il croît de 2,4 %. L'inflation sous-jacente s'établit à 1,8 % en glissement annuel.

Stabilité de l'inflation dans la zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 2,7 % en janvier 2012, stable par rapport à décembre 2011.

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statut quo monétaire

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 24 janvier 2012 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,1 %. Le gouvernement japonais prévoit une contraction de 0,4 % du PIB pour l'année budgétaire 2011-2012 et une hausse de 2 % pour 2012-2013 contre une précédente estimation à 2,2 %. En décembre 2011, la production industrielle du Japon a progressé de 4 % sur un mois, les prix à la consommation hors alimentation ont baissé de 0,1 % sur un an et de 0,3 % sur l'ensemble de l'année. Les dépenses de consommation des ménages ont reculé de 0,1 % sur un mois. Le taux de chômage est estimé à 4,6 % (+ 0,1 % par rapport à novembre).

En décembre 2011, les exportations ont reculé de 8 % sur un an, les importations, pour leur part ont augmenté de 8,1 %. Le déficit commercial s'est élevé à 205,1 milliards d'euros et en 2011, le Japon a enregistré le premier déficit annuel de sa balance commerciale depuis 1980 (24 milliards d'euros).

Léger ralentissement de la croissance chinoise en 2011

Au quatrième trimestre 2011, le PIB chinois a progressé de 8,9 % contre 9,1 % au troisième trimestre. Sur l'ensemble de l'année 2011, la croissance chinoise ressort à 9,2 % contre 10,4 % en 2010. En décembre 2011, la valeur ajoutée de la production industrielle a augmenté de 12,8 % sur un an. L'indice chinois des prix à la consommation a progressé de 4,1 % sur un an au mois de décembre 2011 et de 5,4 % sur l'ensemble de l'année contre 3,3 % en 2010. En 2011, les exportations chinoises ont augmenté de 20,3 % sur un an, les importations se sont accrues de 24,9 % et l'excédent commercial a diminué 14,5 % en glissement annuel à 155,14 milliards de dollars.

Publications

La biodiversité en outre-mer

A l'initiative des ministères de l'outre-mer, de l'écologie et du tourisme, un passeport biodiversité a été élaboré afin de sensibiliser les voyageurs à la protection de la biodiversité en outre-mer tout en assurant une promotion touristique de ces destinations. 300 000 passeports en français et en anglais seront diffusés dans les 12 territoires d'outre-mer qui représentent 80 % de la biodiversité française. Le passeport vert « la biodiversité pour un tourisme responsable est téléchargeable sur :

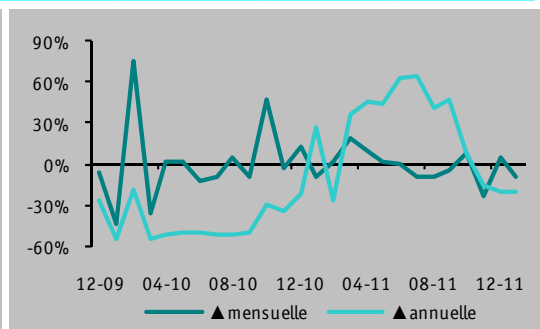
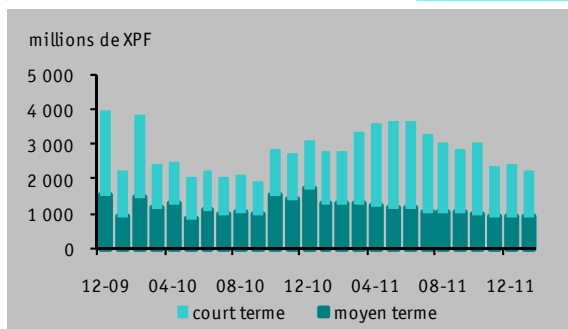
<http://www.outre-mer.gouv.fr/?passeport-vert-la-biodiversite-en-outre-mer.html>

2 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Vif recul du refinancement à court terme des établissements de crédit

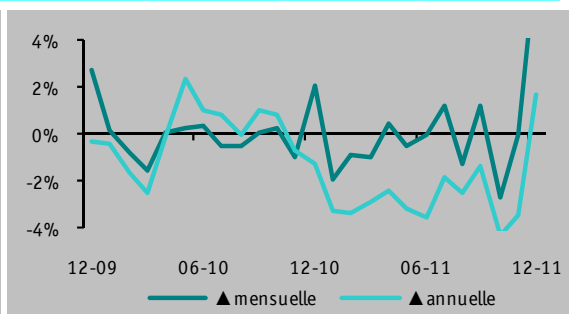
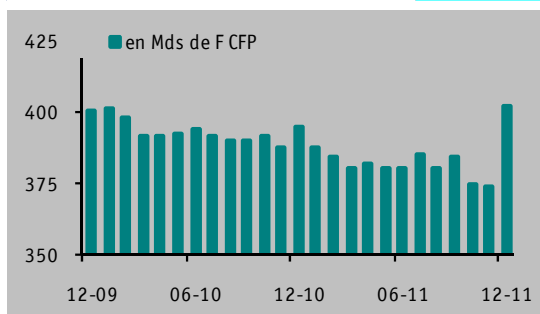
en millions de F CFP	janv-11	déc-11	janv-12	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 458	1 524	1 287	-15,6%	-11,7%
Utilisations à moyen terme	1 282	882	876	-0,7%	-31,7%
Refinancement total	2 740	2 406	2 163	-10,1%	-21,1%



Masse monétaire

Augmentation des dépôts à vue ainsi que des dépôts à terme

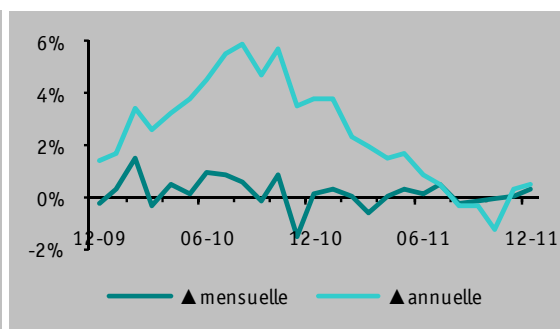
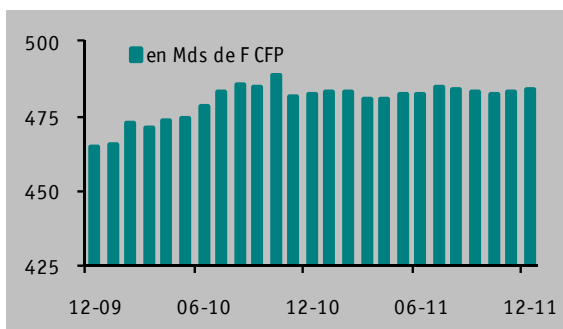
en millions de F CFP	déc-10	nov-11	déc-11	/mois	/an
Circulation fiduciaire	14 812	14 656	15 437	5,3%	4,2%
Dépôts à vue	149 551	145 853	151 116	3,6%	1,0%
Comptes sur livrets	117 543	99 555	100 684	1,1%	-14,3%
Comptes d'épargne logement	230	308	314	1,9%	36,5%
Dépôts à terme	108 622	110 673	128 417	16,0%	18,2%
Autres	4 058	2 650	5 454	105,8%	34,4%
Total M3	394 816	373 696	401 422	7,4%	1,7%



Concours des banques locales à l'économie

Progression des crédits à l'équipement

en millions de F CFP	déc-10	nov-11	déc-11	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	137 044	131 894	131 907	0,0%	-3,7%
Crédits d'équipement	60 300	62 764	64 952	3,5%	7,7%
Crédits à l'habitat	156 369	160 128	160 575	0,3%	2,7%
Autres crédits	75 887	70 122	67 817	-3,3%	-10,6%
Créances dout. brutes	52 325	57 857	58 756	1,6%	12,3%
Total CCB	481 925	482 764	484 007	0,3%	0,4%



Cotation

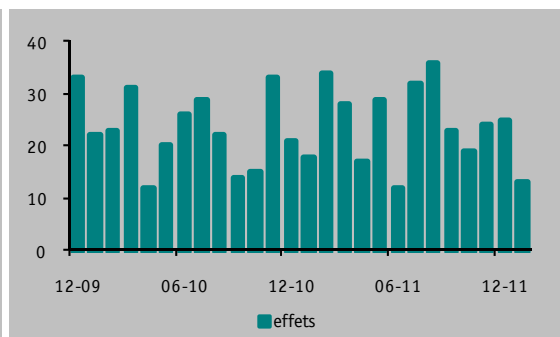
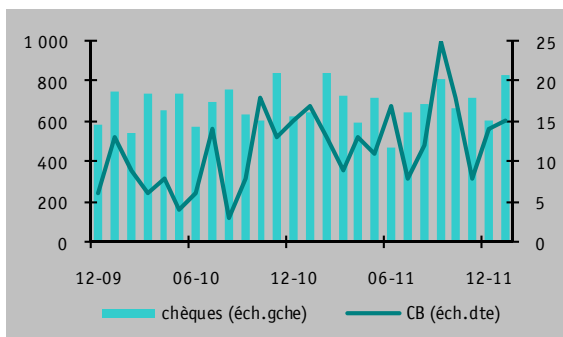
Accroissement du nombre d'entreprises éligibles au réescompte

en nombre	janv-11	d�ec-11	janv-12	▲/mois	▲/an
Entreprises cot�ees :	6 631	7 096	7 129	0,5%	7,5%
dont ent. cot�ees sur doc. comptable valide	1 235	1 223	1 238	1,2%	0,2%
Entreprises �ligibles au refinancement IEOM	1 469	1 579	1 601	1,4%	9,0%

Incidents de paiement

Reprise des incidents de paiements sur ch equos

en nombre	janv-11	d�ec-11	janv-12	▲/mois	▲/an
Incidents de paiements :	681	646	862	33,4%	26,6%
- sur ch�equos	646	607	834	37,4%	29,1%
- sur effets	18	25	13	-48,0%	-27,8%
- retraits de cartes bancaires	17	14	15	7,1%	-11,8%



Interdits bancaires

Recul des interdits bancaires pour les personnes morales

en nombre	janv-11	d�ec-11	janv-12	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	3 687	3 588	3 606	-0,5%	-2,7%
- dont personnes physiques	3 264	3 150	3 161	-0,3%	-3,5%
- dont personnes morales	423	438	445	-1,6%	3,5%

3 – Brèves économiques locales

Finances publiques

Prêt de 6 milliards Fcfp accordé au Pays

Suite à la visite du ministre de l'Outre-mer, Marie-Luce Penchard, une réunion du comité de suivi du plan de redressement du pays (préconisations du rapport Bolliet) s'est tenue le 06 février avec le vice-président de la Polynésie française. L'Etat et le pays se sont entendus sur les termes d'un accord concernant l'obtention d'un prêt d'un montant de 6 milliards Fcfp. Ce financement permettra de résoudre les problèmes de trésorerie auxquels est confronté le pays pour honorer le reliquat du FIP et les arriérés sur paiement fournisseurs. En contrepartie, le pays doit s'engager à réaliser la vente d'actifs d'un montant équivalent, dont l'immeuble de la délégation à Paris sis boulevard Saint-Germain.

Grand projet d'assainissement des eaux usées pour la commune de Papeete

Le grand projet d'assainissement des eaux usées constitue la priorité majeure de l'année 2012 pour le maire de Papeete. Ce projet, qui a débuté le 30 janvier 2012, est composé de la construction de 7 kilomètres de réseaux de collecte des eaux usées sous les voies communales et territoriales, d'une station d'épuration des eaux usées à Fare Ute ainsi qu'un émissaire en océan situé à 300 mètres au-delà de la digue de Motu Uta. La mise en œuvre du projet nécessite un investissement à hauteur de 4 milliards 700 millions Fcfp, qui sera financé en partie par l'Etat, par le pays ainsi que par la commune de Papeete.

Agriculture / Environnement

Construction d'une nouvelle station publique d'élevage porcin

La construction d'une station d'élevage porcin au sein de l'exploitation agricole du lycée d'Opunohu a démarré. D'après le ministre en charge de l'agriculture, l'ouverture de cette station permettra une reprise de l'activité. L'objectif est de dépasser le taux de couverture qui est actuellement de 38%. Le coût de la structure est évalué à un peu moins de 250 millions Fcfp.

Visite de Marie-Luce Penchard au Fare Natura

La ministre de l'outre mer, Marie-Luce Penchard a rencontré à Moorea les chercheurs du centre de recherche insulaires et observatoire de l'environnement (CRIOBE) à l'occasion du démarrage de la construction du Fare Natura ou « éco-musée » dont le projet a été en partie financé par l'Etat et le pays à hauteur de 300 millions de Fcfp.

Tourisme

6ème édition du Salon du tourisme

La 6ème édition du Salon du tourisme, organisée par le GIE Tahiti tourisme s'est tenue du 10 au 12 février 2012. Le GIE Tahiti Tourisme procède à un appel d'offres de son agence de représentation en France, en vue de promouvoir la destination «Tahiti et ses Iles» sur les marchés France, Suisse romande et Belgique.

Culture

Festival du film documentaire océanien (FIFO)

La 9ème édition du festival du film documentaire océanien (FIFO) s'est déroulé du 6 au 12 février à la maison de la culture de Tahiti. Le festival, dont Elie Chouraqui était le président du jury cette année, comptait 17 films en compétition. Le film australien « Murundak, songs of freedom » a remporté le grand prix du jury du FIFO 2012. En marge des projections, le FIFO présente également les 4^{èmes} Rencontres Numériques.

4 – Brèves économiques régionales

Nouvelle-Zélande : inflation et perspectives

Le taux d'inflation s'est maintenu à 1,8% au dernier trimestre 2011 avec une baisse remarquable de l'indice des prix à -0,3% en glissement annuel. La décélération de l'inflation reflète une baisse significative des prix des denrées alimentaires et une appréciation du taux de change.

Le coût nominal de la reconstruction lié aux tremblements de terre de 2011 est d'environ 20 milliards de dollars, soit environ 10% du PIB. La Reserve Bank est chargée de superviser la mise en place de nouvelles normes de solvabilité concernant les assureurs portant en particulier sur les programmes de gestion des risques.

Malgré un taux de chômage persistant à 6,3%, la croissance de l'économie néo-zélandaise devrait se poursuivre à un rythme annuel de 2% en 2012. Néanmoins ces perspectives économiques restent incertaines en raison de la crise de la zone euro et de son impact sur la Nouvelle Zélande.

Australie : politique monétaire

Statu quo de la Reserve Bank of Australia

Le principal taux directeur, le Cash rate reste inchangé à 4,5%. Les fortes pressions financières qui pesaient sur les banques européennes ont été considérablement atténuées fin 2011 par les actions des décideurs politiques européens, ce qui a permis une réouverture des marchés de financement de long terme dont ont largement bénéficié les banques australiennes.

Croissance économique

Croissance et Inflation soutenues

L'économie australienne, tirée par les économies asiatiques, notamment chinoise, poursuit son rythme de croissance avec +3%. Le taux de chômage, qui avait légèrement augmenté, s'est stabilisé au cours des derniers mois. Les principaux partenaires commerciaux de l'Australie ont également continué à enregistrer une croissance solide.

Après avoir chuté au mois de décembre 2011 de 1,3%, l'Indice des prix à la consommation (CPI) a augmenté de 0,2% en janvier 2012. Les principales contributions liées à cette hausse sont les augmentations des prix de l'or et des matières premières. Parallèlement les prix des métaux de base ont également augmenté. L'inflation est ainsi contenue à 3,1% malgré la forte accélération des prix alimentaires résultant des inondations de 2010.

Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an	
Indicateurs macroéconomiques							
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	janv. 12	104,0	106,3	105,7	-0,6%	1,6%	
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	nov. 11	120,8	116,2	116,3	0,1%	-3,7%	
Commerce extérieur							
Exportations (en M F CFP)	déc. 11	1 038	1 288	1 631	26,6%	57,1%	
Importations (en M F CFP)	déc. 11	14 034	14 393	13 385	-7,0%	-4,6%	
						(source : ISPF)	
Entreprises							
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	déc. 11	2 154	2 107	1 960	-7,0%	-9,0%	
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	nov. 11	124	143	124	-13,3%	0,0%	
	Camions	nov. 11	6	9	4	-55,6%	-33,3%
	Camionnettes	nov. 11	118	134	120	-10,4%	1,7%
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	janv. 12	423	438	445	1,6%	5,2%	
						(sources : ISPF, IEOM)	
Ménages							
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	déc. 11	2 160	2 346	2 021	-13,8%	-6,4%	
Importations de produits alimentaires (M CFP)	déc. 11	2 984	3 483	3 337	-4,2%	11,9%	
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	nov. 11	276	342	226	-33,9%	-18,1%	
Personnes physiques en interdiction bancaire	janv. 12	3 264	3 150	3 161	0,3%	-3,2%	
						(sources : ISPF, IEOM)	
Secteurs							
Agriculture							
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	déc. 11	534	782	855	9,3%	60,1%	
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	déc. 11	73	111	299	169,8%	311,0%	
BTP							
Importations de ciment (en M F CFP)	déc. 11	76	132	103	-21,9%	36,2%	
Importations de bois transformé (en M F CFP)	déc. 11	206	180	174	-3,6%	-15,6%	
Industrie							
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)	déc. 11	7	7	8	7,5%	6,1%	
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	déc. 11	25	102	54	-46,7%	120,8%	
Tourisme							
Nombre de touristes	nov. 11	12 784	14 519	13 086	-9,9%	2,4%	
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	janv. 12	45,3%	47,8%	42,3%	-5,5 pts	-3 pts	
						(sources : ISPF, CPH)	
Indicateurs financiers							
Dépôts							
Ménages							
Dépôts à vue	déc. 11	56 988	56 365	56 542	0,3%	-0,8%	
Comptes sur livret	déc. 11	101 607	93 744	94 881	1,2%	-6,6%	
Dépôts à terme	déc. 11	52 544	58 225	59 527	2,2%	13,3%	
Entreprises							
Dépôts à vue	déc. 11	81 612	76 302	81 119	6,3%	-0,6%	
Dépôts à terme	déc. 11	38 022	41 843	39 895	-4,7%	4,9%	
Encours bancaires							
Ménages							
Crédits de trésorerie	déc. 11	81 646	79 388	79 773	0,5%	-2,3%	
Crédits à l'habitat	déc. 11	132 160	138 741	139 573	0,6%	5,6%	
Entreprises							
Crédits de trésorerie	déc. 11	52 286	50 817	49 329	-2,9%	-5,7%	
Crédits d'équipement	déc. 11	53 246	54 106	56 402	4,2%	5,9%	
Créances douteuses							
Créances douteuses brutes	déc. 11	51 940	57 806	58 945	2,0%	13,5%	
						(source : IEOM)	

5 - Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE			
	taux	date d'effet	
taux de la facilité de dépôt	0,25%	14/12/2011	
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,00%	14/12/2011	
taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	14/12/2011	

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER			
	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	23/12/2011	1,00%	3,75%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,35% à 5,80% (Taux SGFGAS à partir du 01/11/2011)
taux de la facilité de prêt marginal	14/12/2011	1,75%	
taux de l'escompte de chèques	14/12/2011	1,75%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE						
taux d'intérêt en fin de mois						
	31/01/2012	30/12/2011	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08	
EONIA	0,3800%	0,6290%	- 0,249 pt	0,8170%	- 0,437 pt	taux de base bancaire
EURIBOR 1 mois	0,7130%	1,0240%	- 0,311 pt	0,7820%	- 0,069 pt	banques métropolitaines
EURIBOR 3 mois	1,1250%	1,3560%	- 0,231 pt	1,0060%	+ 0,119 pt	banques locales
EURIBOR 6 mois	1,4180%	1,6170%	- 0,199 pt	1,2270%	+ 0,191 pt	taux d'intérêt légal
EURIBOR 12 mois	1,7540%	2,0350%	- 0,281 pt	1,5070%	+ 0,247 pt	année 2012
						année 2011

taux d'intérêt en moyenne mensuelle						
	31/01/2012	30/12/2011	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08	
TEMPE	0,3877%	0,6168%	- 0,229 pt	0,4902%	- 0,110 pt	taux
EURIBOR 1 mois	0,8380%	1,1410%	- 0,303 pt	0,8110%	+ 0,027 pt	date d'effet
EURIBOR 3 mois	1,2230%	1,4250%	- 0,202 pt	1,0220%	+ 0,201 pt	0,60%
EURIBOR 6 mois	1,5060%	1,6700%	- 0,164 pt	1,2510%	+ 0,255 pt	15/10/2001
EURIBOR 12 mois	1,8370%	2,0020%	- 0,165 pt	1,5260%	+ 0,311 pt	01/07/2009
TMO	3,4300%	3,4300%	+ 0,000 pt	3,5900%	- 0,160 pt	JORF
TME	3,2300%	3,2300%	+ 0,000 pt	3,3900%	- 0,160 pt	0,71%
TRBOSP	3,4100%	3,3400%	+ 0,070 pt	3,6500%	- 0,240 pt	08/02/2012
						0,38%
						03/02/2011

taux des euro-monnaies									
devise	USD			JPY			GBP		
date	31/01/2012	30/12/2011	31/12/2010	31/01/2012	30/12/2011	31/12/2010	31/01/2012	30/12/2011	31/12/2010
taux JJ	0,135%	0,110%	0,230%	0,085%	0,035%	0,08%	0,570%	0,555%	0,490%
3 mois	0,370%	0,680%	0,476%	0,285%	0,140%	0,110%	0,820%	1,100%	0,820%
10 ans emprunts phares	1,850%	1,870%	3,310%	0,970%	0,980%	1,120%	1,990%	1,980%	3,400%

TAUX DE LUSURE (seuils applicables à partir du 1er janvier 2012)			
Prêts aux particuliers	seuil de lusure	Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	15,78%
Prêts immobiliers	seuil de lusure	Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	10,60%
Prêts à taux fixe	6,24%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,67%
Prêts à taux variable	5,83%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	5,45%
Prêts-relais	6,43%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	6,29%
Autres crédits aux particuliers		Découverts en compte (1)	13,80%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 862 XPF	20,65%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,53%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF et prêts viagers hypothécaires	19,15%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF	13,98%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	17,69%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	12,51%	Découverts en compte (1)	13,80%

TAUX DE CHANGE									
Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR									
Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	90,5675	1 NZD/XPF	74,9665	1 HKD/XPF	11,6770	1 GBP/XPF	142,8952	
100 JPY/XPF	118,5847	1 AUD/XPF	96,4999	1 SGD/XPF	72,3793	100 VUV/XPF	98,0193	1 FJD/XPF	51,8135